



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

27/08/2026

Rentrée : ne pas laisser la main au patronat

Avec la rentrée et la préparation du budget, le chantage à la dette, le gouvernement envisage un catalogue de mesures : trop de déficits publics, les travailleurs ne travaillent jamais assez, les malades se soignent trop, les retraités sont trop bien lotis et les chômeurs trop indemnisés, les étudiants trop aidés, les *protections sociales* trop généreuses... Les candidats à la présidentielle y vont de leur couplet : *chacun à sa façon, tous insistent sur les « sacrifices » que le peuple doit faire*. Les travailleurs, retraités, actifs ou au chômage, étudiants devraient se serrer un peu plus la ceinture ! Alors que les prix s'emballent : fruits et légumes, gaz, électricité, carburant. Ils leur demandent de payer une dette qui n'est pas la leur. Pour faire des économies, pas question de réduire le budget de l'armée, ou de l'intérieur, de toucher aux 270 milliards d'argent public versés aux capitalistes, ces dépenses creusant les intérêts de la dette et ses taux alimentent l'inflation, renchérissent les crédits et gavent les banquiers : en six mois, l'État français leur versera 77,4 milliards d'euros uniquement pour les intérêts ! Pas question de toucher aux dividendes des actionnaires et aux profits des capitalistes, grimpant de 34% au *premier* semestre 2026, à 73 milliards d'euros (seulement celles du CAC40 !), les réserves de liquidités des cinq groupes bancaires atteignent 1 719 milliards d'euros au 30 juin 2026 !

Le patronat continue d'imposer sa loi :

Le Medef a son programme et quel que soit le prochain président de la République à l'Elysée : le capital dirigera : rallonger le temps de travail, supprimer des jours fériés repousser jusqu'à 65 ou 67 ans l'âge de départ à la retraite « *ce dont notre pays a besoin, c'est de travailler et investir plus.* » dit le MEDEF, mais aussi supprimer 1,5 million de postes de fonctionnaires : pompiers, enseignants, hospitaliers... ; réduire de 100 milliards d'euros le budget de l'État ; réduire toujours plus les impôts et les cotisations des entreprises avec la TVA sociale (1% de plus sur la TVA) ou encore : « *Il faudra donc plus de capitalisation, au bénéfice des futurs retraités et pour que notre économie se finance sans recourir excessivement à des investisseurs et créanciers étrangers.* » : encore voler de l'argent dans la poche des salariés afin de le donner au patronat. Voilà quelques-unes des mesures réclamées par le Medef « *nous avons fait des propositions sur la santé, sur le processus et les grands équilibres budgétaires, sur le financement de la protection sociale, sur le redressement des comptes publics dès 2027. Ces propositions sont pour partie déjà reprises par certains candidats.* » clame Patrick Martin patron du MEDEF à l'ouverture de la Rencontre des Entrepreneurs de France le 26 août. Il met les points sur les i : « *une mobilisation [du patronat] plus forte encore prévue ces prochains mois : tous ceux qui aspirent à nous gouverner, devraient y réfléchir. C'est bien une force montante qui s'exprime. C'est notre force !* »...« *Oui, nous serons omniprésents dans le débat politique.*»

Mais le patronat n'a pas attendu les élections afin d'imposer sa loi. Dans les usines, les chantiers ou les services, les salaires sont gelés, les heures supplémentaires sont imposées, les effectifs sont insuffisants, tandis que les conditions de travail se détériorent, chaque semaine notre résumé éco-social témoigne de la réalité de la lutte de classe. Les grands monopoles capitalistes exercent leur diktat sur toute la société.

Le système tourne à plein régime pour une minorité de capitalistes, alors que la majorité de la population, les travailleurs et les jeunes prennent les coups: « *A l'approche de l'élection présidentielle, les candidats devront répondre à une question essentielle : comment permettre aux entreprises de créer davantage de richesse pour enrayer le risque de déclassement économique de la France ?* » déclare le patron du MEDEF et montrant qu'il est le décideur il en appelle au dialogue social : « *Mais aussi sur le champ du dialogue social, pilier indispensable de notre démocratie. A condition, que ce dialogue soit effectivement « autonome » c'est à dire à l'abri des ingérences et des manipulations politiques.* » Là aussi il n'attend pas 2027, lundi 24 août, les responsables des cinq principaux syndicats et des trois mouvements patronaux les plus importants se sont réunis

au grand complet: pendant plus de deux heures afin de définir un « *agenda social autonome* ». La rencontre s'est tenue au siège national de Force ouvrière (FO), à Paris.

Pas de compromis possible, de dialogue social avec les capitalistes exerçant leur diktat sur toute la société.

La rentrée ne peut donc pas être un dialogue social laissant la main à nos adversaires de classe. **Les appels à l'action en septembre se multiplient** et cela est la traduction du mécontentement qui monte fort, Il faut un véritable plan de bataille de notre classe et ce n'est malheureusement pas la voie se dessinant au niveau des organisations syndicales.

Les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les services publics sont au cœur des préoccupations de dizaines de millions de travailleurs. Beaucoup de salariés se posent la question: quand allons nous enfin agir tous ensemble et en même temps afin de taper du poing sur la table et faire reculer le patronat et le pouvoir. Cette exigence du tous ensemble, nous devons la mettre à l'ordre du jour. C'est l'impératif du moment !

L'urgence aujourd'hui, c'est aussi la reconstruction d'un courant révolutionnaire fort et actif au plan syndical et politique, posant clairement dans la lutte de classe la question du changement de société passant par la destruction du capitalisme, mettant fin à l'exploitation de l'Homme par l'Homme ouvrant la voie à la construction d'une société socialiste de coopération des producteurs de richesses.